Nkurunziza : "La conférence de Genève sera déterminante pour le Burundi"

Le Temps, 26 octobre 2012GenÃ¨ve marque une Ã©tape dans le dÃ©veloppement du BurundiPierre Nkurunziza, prÃ©sident du Burundi, prÃ©sente les dÃ©fis qui attendent son pays en reconstruction, Ã quelques jours dâ€™une confÃ©rencePlus de 15 annÃ©es de conflit sociopolitique ont ravagÃ© mon pays au cours des deux dÃ©cennies prÃ©cÃ©dentes. Ce furent des pÃ©rio dâ€™instabilitÃ© et de violences qui ont laissÃ© des traces dans lâ€™Ã©conomie et le tissu social burundais. Peu de familles d Ã©pargnÃ©es par le conflit et les traumatismes quâ€™il a engendrÃ©s. Les sÃ©quelles de cette pÃ©riode sombre de lâ€™hist pays apportent encore quelques nuisances, auxquelles le peuple burundais doit faire face au quotidien.
La signature des accords de paix dâ€™Arusha en 2000 a Ã©tÃ© le vecteur dâ€™une lente transition vers la stabilitÃ© et la paix premiÃ¨res Ã©lections dÃ©mocratiques ont eu lieu en 2005 (lâ€™auteur y a Ã©tÃ© Ã©lu prÃ©sident, avant dâ€™Ãªtre recondu ndlr), et elles ont Ã©tÃ© suivies dâ€™un programme de reconstruction de notre nation, impulsÃ© par le premier cadre stratÃ©g de lutte contre la pauvretÃ©.Peu Ã peu, les citoyens dÃ©placÃ©s par les conflits ont pu rejoindre leurs terres. En mÃªme temps plusieurs centaines de milliers de rÃ©fugiÃ©s burundais ont quittÃ© lâ€™exil et retrouvÃ© leur patrie, avec toute la problÃ©mat rÃ©intÃ©gration dont je vous Ã©pargne les dÃ©tails.Plusieurs milliers dâ€™Ã©coles et dâ€™infrastructures publiques ont Ã©tÃ dâ€™autres construites Ã travers les travaux de dÃ©veloppement communautaire. DiffÃ©rents programmes sociaux ont Ã©tÃ© rÃ©Â¬instaurÃ©s pour amÃ©liorer les conditions sanitaires et des mesures salutaires ont Ã©tÃ© prises, toujours dans le souci d rendre encore plus humaine et digne la vie des populations. Entre autres, citons la gratuitÃ© de lâ€™enseignement Ã lâ€™Ã©c primaire et la gratuitÃ© des soins de santÃ© en faveur des enfants de moins de cinq ans ainsi quâ€™Ã lâ€™endroit des femme enceintes ou qui accouchent.Aujourdâ€™hui, le bilan des annÃ©es de reconstruction post-conflit montre que des progrÃ¨s ont Ã©tÃ© faits, mÃªme si les dÃ©fis restent lÃ©gion. La croissance Ã©conomique est passÃ©e de â€“1,2% en 2003 Ã 4,2% en 20 indicateurs de mortalitÃ© maternelle et infantile ont baissÃ©. Mais de nombreux mÃ©nages sont dans le dÃ©nuement.Pourtant, le Burundi est un pays riche de talents, de ressources naturelles et dâ€™opportunitÃ©s Ã©conomiques, nanti dâ€™un peuple dÃ©terminÃ© et laborieux. Je ne le dirai jamais assez, les citoyens de mon pays font preuve dâ€™une intangible volontÃ© dâ€™ vers un avenir meilleur.Le gouvernement du Burundi vient de rendre publique la deuxiÃ¨me gÃ©nÃ©ration de son cadre stratÃ©gique de lutte contre la pauvretÃ© (CSLPII). Ce document phare dessine les prioritÃ©s du dÃ©veloppement du pays jusquâ€™en 2016. Nous avons ciblÃ© comme secteurs prioritaires lâ€™Ã©nergie, les infrastructures, lâ€™intÃ©gration rÃ©gio commerce, le secteur privÃ© et le tourisme, ainsi quâ€™un appui important Ã lâ€™agriculture, qui emploie plus de 90% de la population active. Les secteurs de lâ€™Ã©ducation et de la santÃ©, indispensables au bien-Ãªtre de la population, sont Ã©galement ciblÃ©s par ce programme.Les 29 et 30 octobre prochains, se tiendra la premiÃ¨re confÃ©rence des partenaires au dÃ©veloppement du Burundi*. Lâ€™objectif est de permettre aux potentiels investisseurs et donateurs de saisir les enjeux et les opportunitÃ©s liÃ©s au dÃ©veloppement futur du Burundi.Un des grands dÃ©fis pour le Burundi est le dÃ©veloppement des infrastructures, et en particulier lâ€™approvisionnement en Ã©nergie. De nombreuses potentialitÃ©s sont encore non exploitÃ©es. Les Ã©tudes menÃ©es ont dÃ©montrÃ© des rÃ©sultats positifs: le Burundi regorge dâ€™un potentiel hydroÃ©lec 1700 MW tandis que son potentiel exploitable est de 300 MW. De plus, notre nation figure parmi les dix pays du monde dÃ©tenteurs dâ€™importantes rÃ©serves de nickel.Cependant, le gouvernement du Burundi est conscient quâ€™un environne propice est indispensable pour les investisseurs. VoilÃ ce qui a motivÃ© le gouvernement burundais Ã lancer des rÃ©formes poussÃ©es dans la gestion des finances publiques, et Ã se doter dâ€™instruments lÃ©gaux pour protÃ©ger les investisseurs, promouvoir la bonne gouvernance et mener une guerre sans merci contre la corruption. Autant de signes quâ€™un changement est en marche vers le dÃ©veloppement.Dâ€™ores et dÃ©jÃ , le pas franchi par le Burundi durant ces sept derniÃ¨r annÃ©es est Ã©loquent, en tÃ©moigne le rÃ©cent classement du Burundi dans le Doing Business 2012 ainsi que le dernier rapport de Transparency International, qui, pourtant, une ou deux annÃ©es auparavant, relÃ©guaient le Burundi Ã la derniÃ¨re place. Ces rÃ©sultats Ã©logieux obtenus par la sueur et la dÃ©termination de tout le peuple sont encourageants.
Les Burundais, je peux vous lâ€™assurer, nâ€™abdiqueront point dans leur dÃ©termination Ã construire un Burundi prospÃ¨re Â«ruisselant de lait et de mielÂ», pour reprendre lâ€™expression de nos aÃ¯eux.Cette confÃ©rence de GenÃ¨ve sera sans aucun doute dÃ©terminante pour lâ€™avenir du Burundi. Nous entendons y lancer un signal fort: celui dâ€™une nation pleine dâ€™ambitions et de potentialitÃ©s, forte de ses richesses naturelles et humaines. Une Ã©tape importante dans la marche vers le dÃ©veloppement du Burundi.Informations et programme de la confÃ©rence